

Questions orales

Les cours de RCR permettent d'acquérir les connaissances et les techniques nécessaires pour réagir immédiatement en cas d'urgence et venir en aide aux victimes de crises cardiaques, d'étouffement, de noyade, d'électrocution ou de surdose. Ces cours insistent sur les trois grands principes de la RCR: agir immédiatement, aider les sauveteurs et appeler au secours.

Près de 45 000 Canadiens meurent tous les ans de crise cardiaque. Chacun d'entre nous peut contribuer à la baisse de ce chiffre en prenant le temps d'apprendre les éléments essentiels de la réanimation cardio-respiratoire. Vous pourriez sauver une vie.

* * *

L'UNITÉ NATIONALE

L'hon. John Bosley (Don Valley-Ouest): Monsieur le Président, s'il est vrai qu'on peut voir la lumière au bout du tunnel, alors Jim Taylor est cette lumière. M. Taylor, qui est un de mes électeurs, est l'inspirateur de l'Association «Mon pays comprend le Québec»

M. Taylor, qui a fait installer son slogan sur 15 immenses panneaux d'affichage d'un bout à l'autre du Canada, vient d'entreprendre une tournée du Québec et des Maritimes, y compris Terre-Neuve.

Si les Canadiens ne consacraient que la moitié de ses efforts pour que notre pays reste uni, nous n'aurions pas besoin de nous préoccuper de l'avenir de notre pays. Il fait preuve d'un respect et d'une tolérance à l'égard de ceux qui parlent l'autre langue officielle que nous ferions bien d'imiter. Il veut que nous partagions sa vision d'un Canada plus fort que la somme de ses éléments constitutifs.

[Français]

Bonne chance, monsieur Taylor, nos meilleurs sentiments et nos félicitations!

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

M. John Manley (Ottawa-Sud): Madame la Présidente, hier le ministre des Finances a été confronté aux commentaires cyniques de certains articles de journaux selon lesquels il envisageait de réduire les impôts avant les prochaines élections. Il a refusé de démentir qu'il avait intention de le faire.

Le moment est venu maintenant où l'économie aurait besoin d'une nouvelle impulsion, où les gens n'ont plus d'argent et où ils ont perdu espoir.

Le ministre va-t-il accorder un allègement fiscal aux Canadiens maintenant au lieu de plus tard quand il aura besoin de recourir à des manœuvres électorales?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la Présidente, je pense que ce projet n'existait que dans l'esprit du député.

Il a soulevé la question hier au comité. Il connaît très bien les problèmes financiers auxquels nous sommes confrontés et il est un partisan très convaincu et champion de la consolidation budgétaire.

Propose-t-il maintenant que nous augmentions le déficit?

M. John Manley (Ottawa-Sud): Madame la Présidente, je sais qu'en 1988, avant les dernières élections lorsque le déficit était très élevé, les ministériels d'en face ont trouvé le moyen de diminuer les impôts même lorsque l'économie connaissait un taux de croissance de 5 p. 100.

[Français]

Compte tenu que le ministre a dit que la récession sera en fait plus grave qu'il le prévoit, comment est-ce que le gouvernement s'attend à ce que les provinces et les municipalités aident les Canadiens et les Canadiennes qui sont en chômage et qui n'auront bientôt plus de prestations d'assurance-chômage puisque le gouvernement fédéral coupe aux provinces ce qu'elles sont en droit de recevoir?

• (1120)

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la Présidente, le député sait qu'en 1988 on a procédé à une réforme fiscale. Celle-ci a eu pour effet de réduire les impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés.

En ce qui concerne la deuxième partie de sa question, le député sait pertinemment que les paiements de transfert aux provinces se poursuivent. Cela constitue l'une des plus fortes augmentations de l'ensemble des dépenses gouvernementales. En fait, les transferts fiscaux ont augmenté sur une base annuelle d'environ 6 p. 100.

Nous avons dû réduire cette augmentation parce que nous nous sommes imposés en tant que gouvernement fédéral de limiter l'accroissement des dépenses des programmes à environ 3 ou 3,5 p. 100, et naturellement nous demandons à tout le monde de respecter cet objectif,